

Art. 14. La Commission rédige chaque année un rapport d'activités qu'elle fait parvenir en tout cas aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice, à ses membres, ainsi qu'au Conseil fédéral de police, au Comité permanent de Contrôle des services de police, à l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et au Commissaire général de la police fédérale.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires

Art. 15. La procédure pour la première composition de la Commission permanente selon les règles du présent arrêté, débutera au plus tard quatre mois après la publication du présent arrêté.

Pour ce faire, l'Assemblée générale démissionnaire de la Commission permanente de la police communale établit, en application des règles précisées aux articles 5 et 6, la liste des candidats, comme déterminé à l'article 6, alinéa 2.

La liste des candidats est transmise au Ministre de l'Intérieur qui prend connaissance de cette liste, conformément aux articles 2 et 5.

Art. 16. Jusqu'à ce que les membres effectifs soient élus conformément à l'article 15, la Commission permanente de la police communale exerce les compétences qui sont attribuées à la Commission permanente de la police locale.

Art. 17. Le secrétariat de la Commission permanente de la police communale fonctionne en tant que secrétariat de la Commission permanente de la police locale jusqu'à la création de celle-ci et à la désignation de ses membres.

CHAPITRE IV. — Disposition abrogatoire

Art. 18. Les articles 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté royal du 5 avril 1995 déterminant la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission permanente de la police communale sont abrogés à partir du jour de désignation des membres de la Commission permanente de la police locale.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Art. 14. Elk jaar stelt de Commissie een activiteitenverslag op dat zij in elk geval aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie en aan haar leden toestuurt, alsook aan de Federale Politieraad, het Vaste Comité van Toezicht op de politiediensten, de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie en de commissaris-generaal van de federale politie.

HOOFDSTUK III. — Overgangsmaatregelen

Art. 15. De procedure voor de eerste samenstelling van de Vaste Commissie volgens de regels van dit besluit, zal aanvangen uiterlijk vier maanden na publicatie van dit besluit.

Hiertoe stelt de algemene vergadering van de uittredende Vaste Commissie van de Gemeentepolitie, met toepassing van de regels bepaald in de artikelen 5 en 6, zoals bepaald in artikel 6, tweede lid, de lijst met de kandidaten op.

De lijst met kandidaten wordt aan de Minister van Binnenlandse Zaken overgemaakt, die kennis neemt van deze lijst overeenkomstig de artikelen 2 en 5.

Art. 16. Totdat de effectieve leden zijn verkozen overeenkomstig artikel 15 oefent de Vaste Commissie van de gemeentepolitie de bevoegdheden uit die aan de Vaste Commissie van de lokale politie zijn toegewezen.

Art. 17. Het secretariaat van de Vaste Commissie van de gemeentepolitie functioneert als secretariaat van de Vaste Commissie van de lokale politie totdat laatstgenoemde is opgericht en de leden ervan zijn aangesteld.

HOOFDSTUK IV. — Opheffingsbepaling

Art. 18. De artikelen 1, 2, 3, 5, 6, 7 en 8 van het koninklijk besluit van 5 april 1995 tot vaststelling van de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van de Vaste commissie van de gemeentepolitie worden opgeheven op de dag van de aanstelling van de leden van de Vaste Commissie van de lokale politie.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 231

[C - 2007/00001]

21 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal portant approbation de la deuxième modification au deuxième contrat de gestion conclu le 8 avril 2003 entre l'Etat belge et A.S.T.R.I.D.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, notamment l'article 10;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 8 avril 2003 établissant le deuxième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D., notamment l'article 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur de Finances, donné le 18 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation donné le 24 novembre 2006;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation et Notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La deuxième modification du deuxième contrat de gestion entre l'Etat belge et A.S.T.R.I.D., société anonyme de droit public, annexé au présent arrêté est approuvée.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 231

[C - 2007/00001]

21 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de tweede wijziging van het tweede beheerscontract gesloten op 8 april 2003 tussen de Belgische Staat en A.S.T.R.I.D.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 april 2003 tot vaststelling van het tweede beheerscontract van A.S.T.R.I.D., inzonderheid artikel 3;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 18 september 2006

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting en Consumentenzaken van 24 november 2006;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Begroting en Consumentenzaken en onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad verenigde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tweede wijziging van het tweede beheerscontract gesloten tussen de Belgische Staat en A.S.T.R.I.D., naamloze vennootschap van publiek recht, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation et Notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Le Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
F. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,
B. TUYBENS

Annexe

DEUXIEME MODIFICATION DU DEUXIEME CONTRAT
DE GESTION ENTRE L'ETAT BELGE ET A.S.T.R.I.D. SA

Article 1. L'intitulé de l'article 7 du deuxième contrat de gestion du 8 avril 2003 entre l'Etat belge et A.S.T.R.I.D. est remplacé par l'intitulé suivant : « Article 7 – Première catégorie d'utilisateurs ».

Art. 2. A l'article 7 du même contrat de gestion, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes à l'énumération :

a) « la protection civile » est remplacé par la disposition suivante : « la sécurité civile »;

b) « l'administration des voies fluviales et maritimes » est remplacé par la disposition suivante : « les services, institutions, sociétés ou associations, institués par la loi ou en vertu de la loi, décret, ordonnance chargés de l'aménagement et de la gestion des voies fluviales, les ports de mer et la marine. »;

c) « NV Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen » est remplacé par la disposition suivante : « les services, institutions, sociétés ou associations institués par la loi ou en vertu de la loi, décret, ordonnance chargés de l'aménagement et de la gestion de l'aviation et des aéroports »;

d) « Dienst voor de Scheepvaart (service de navigation – Région Flamande) » est supprimé;

e) Dans les deux derniers points, les mots « provincial ou » sont insérés entre les mots « décret, ordonnance ou arrêté » et « communal ».

Art. 3. L'intitulé de l'article 8 du même contrat de gestion est remplacé par l'intitulé suivant : « Article 8 – Deuxième catégorie d'utilisateurs ».

Art. 4. A l'article 8 du même contrat de gestion, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

a) A l'alinéa premier les mots « publics et » sont insérés entre les mots « sociétés ou associations » et « non publics »;

b) A l'alinéa 3 les mots « les compagnies de taxi » sont supprimés.

Art. 5. Dans l'article 12 du même contrat de gestion, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 2005, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« La couverture radioélectrique supplémentaire non prévue dans le marché public visé à l'article 22 de la loi ne peut être mise à la charge d'A.S.T.R.I.D. sans lui mettre à disposition les ressources nécessaires à cet effet. Lors de la réalisation de nouveaux travaux d'infrastructure, où, après une évaluation de la sécurité, il est constaté que, dans le cadre de la sécurité publique, les équipements nécessaires pour la mise en place de systèmes de communication à l'usage des services de sécurité doivent être aménagés, le maître de l'ouvrage est tenu de les mettre en place à sa charge et d'en financer le coût d'entretien. »

Art. 6. Dans l'article 15 du même contrat de gestion, les mots « à la demande de la plate-forme de concertation AstridCAD » sont insérés entre les mots « du Comité consultatif des usagers (Cfr. Titre VII) » et « ou directement à la demande d'un ou de plusieurs utilisateurs ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Begroting en Consumentenzaken en Onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

De Minister van Begroting en Consumentenzaken,
F. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,
B. TUYBENS

Bijlage

TWEEDE WIJZIGING AAN HET TWEDE BEHEERSCONTRACT
TUSSEN DE BELGISCHE STAAT EN DE NV A.S.T.R.I.D.

Artikel 1. Het opschrift van artikel 7 van het tweede beheerscontract van 8 april 2003 tussen de Belgische Staat en A.S.T.R.I.D. wordt vervangen als volgt : « Artikel 7 – Eerste categorie gebruikers. »

Art. 2. In artikel 7 van hetzelfde beheerscontract, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht in de opsomming :

a) « civiele bescherming » wordt vervangen als volgt : « civiele veiligheid »;

b) « de administratie waterwegen en zeeuwen » wordt vervangen als volgt : « de diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen ingericht bij of krachtens de wet, decreet of ordonnantie die belast zijn met de inrichting en het beheer van de waterwegen, de zeehavens en het zeeuwen »;

c) « de NV Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen » wordt vervangen als volgt : « de diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen ingericht bij of krachtens de wet, decreet of ordonnantie die belast zijn met de inrichting en het beheer van de luchtvaart en de luchthavens »;

d) « de Dienst voor de Scheepvaart » vervalt;

e) in de laatste twee punten worden de woorden «, provincie- » ingevoegd tussen de woorden « decreet, ordonnantie » en de woorden « of gemeentebesluit ».

Art. 3. Het opschrift van artikel 8 van hetzelfde beheerscontract wordt vervangen als volgt : « Artikel 8 – Tweede categorie gebruikers ».

Art. 4. In artikel 8 van hetzelfde beheerscontract, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « openbare en » ingevoegd tussen de woorden « eveneens openstellen voor » en de woorden « niet-openbare diensten »;

b) in het derde lid vervallen de woorden « de taxibedrijven. ».

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde beheerscontract, gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 december 2005, wordt tussen het tweede en derde lid het volgende lid ingevoegd :

« Extra radiodekking die niet voorzien is in de overheidsopdracht bedoeld in artikel 22 van de wet, kan niet ten laste worden gelegd van A.S.T.R.I.D., zonder hiervoor de nodige middelen ter beschikking te stellen. Bij de realisatie van nieuwe infrastructuurwerken, waarbij, na een veiligheidsevaluatie, vastgesteld wordt dat, in het kader van de openbare veiligheid, de nodige voorzieningen voor communicatiesystemen voor veiligheidsdiensten moeten worden opgericht, dient de bouwheer deze te zijnen laste aan te leggen en de onderhoudskosten ervan te financieren »

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde beheerscontract worden de woorden « hetzij op vraag van het AstridCAD-overlegplatform, » ingevoegd tussen de woorden « hetzij op vraag van het raadgevend comité van gebruikers (cf. titel VII), » en de woorden « hetzij rechtstreeks op vraag van een of meer gebruikers ».

Art. 7. Un article 24*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même contrat de gestion :

« Article 24*bis* – Dépenses d'investissement supplémentaires

L'Etat peut également inscrire au budget une dotation au profit d'A.S.T.R.I.D. et destinée à couvrir les dépenses d'investissement supplémentaires et exceptionnelles.

De tels coûts d'investissement consistent en des coûts d'appareillage, d'équipements et de services pertinents en matière d'études, d'installation et de maintenance.

Le caractère exceptionnel des investissements supplémentaires qui peuvent entrer en ligne de compte doit recevoir l'accord préalable du Ministre de l'Intérieur et du Ministre du Budget. Les investissements supplémentaires destinés aux départements qui relèvent de la compétence du Ministre de la Santé publique nécessiteront également l'accord préalable du Ministre de la Santé publique et du Ministre du Budget.

Les investissements supplémentaires peuvent être demandés par un client ou par une organisation utilisatrice.

Sur proposition d'A.S.T.R.I.D., les investissements matériels augmentant le niveau de continuité du service des systèmes ASTRID peuvent également entrer en ligne de compte après leur approbation préalable par le Ministre de l'Intérieur. »

.....

Art. 8. Dans l'article 26 du même contrat de gestion, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 2005, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« le solde de la subvention annuelle pour 2004 de 6.250.000 euros comme décidé par le Conseil des Ministres du 5 avril 2004 a été diminué d'une première tranche de 1.775.000 euros (cf. AR subvention 2005) ainsi que d'une tranche suivante de 1.122.000 euros (cf. AR subvention 2006) et ensuite du solde 2003 et 2004 de respectivement 230.000 euros et de 600.000 euros. Les 2.523.000 euros qui restent sont déduits du solde de 2005, à savoir 7.163.000 euros destinés à être réutilisés, le résultat étant que le montant de l'autorisation d'emprunt pour un montant de 7.900.000 euros accordée initialement est réduit de 4.640.000 euros jusqu'à un montant de 3.260.000 euros. »

Art. 9. Dans l'article 27 du même contrat de gestion, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 2005, les mots « à concurrence de 70 % » sont insérés entre les mots « Une première tranche du montant » et « est versée » et les mots «, les 30 % restants, » sont insérés entre les mots « et une deuxième tranche du montant attribué » et « est versée ».

Art. 10. L'article 37, dernier alinéa, du même contrat de gestion est complété comme suit : « et pour les modifications concernant le CAD, après avis de la plate-forme de concertation AstridCAD. ».

Art. 11. Il est inséré après l'article 58 du même contrat de gestion un chapitre VIII, comprenant les articles 58*bis* à 58*quater*, rédigé comme suit :

« VIII. Plate-forme de concertation AstridCAD 100-101-112

Article 58*bis* – Objectif

Une plate-forme de concertation AstridCAD 100-101-112 sera créée dans le but d'impliquer les utilisateurs dans l'organisation et le suivi des systèmes CAD. A.S.T.R.I.D. restera responsable de la gestion technique comme prévu à l'article 13 ».

Article 58*ter* – Composition

La plate-forme de concertation sera composée de :

un représentant mandaté du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;

un représentant mandaté du Service public fédéral Intérieur;

un représentant mandaté de la Police fédérale;

un représentant mandaté de l'Agence 112;

un représentant mandaté d'A.S.T.R.I.D.

Ces représentants peuvent se faire assister par des experts.

Article 58*quater* – Missions et fonctionnement

Lors de sa première séance, la plate-forme de concertation choisit un président et un secrétaire, et elle définit les règles de fonctionnement.

Le représentant d'A.S.T.R.I.D. ne sera pas éligible pour la fonction de président. La présidence de la plate-forme sera assurée à tour de rôle annuel par les autres représentants.

Art. 7. In hetzelfde beheerscontract wordt een artikel 24*bis* ingevoegd, luidende :

Artikel 24*bis* – Extra investeringskosten

«De Staat kan in de begroting ook een dotatie ten gunste van A.S.T.R.I.D. opnemen om uitzonderlijke extra investeringskosten te dekken.

Dergelijke investeringskosten bestaan uit de kosten voor apparatuur, uitrusting en relevante diensten inzake studie, installatie en onderhoud.

De uitzonderlijke aard van de extra investeringen die in aanmerking kunnen komen, moet voorafgaand door de Minister van Binnenlandse Zaken en door de minister van Begroting worden goedgekeurd. Extra investeringen die bestemd zijn voor de departementen onder de bevoegdigheden van de Minister van Volksgezondheid, zullen ook voorafgaand door de Minister van Volksgezondheid en door de minister van Begroting moeten worden goedgekeurd.

Extra investeringen kunnen door een klant of gebruikersorganisatie worden aangevraagd.

Op voorstel van A.S.T.R.I.D. kunnen materiële investeringen die de mate van continuïteit van de dienstverlening op de ASTRID-systemen vergroten, ook in aanmerking komen na de voorafgaande goedkeuring ervan door de minister van Binnenlandse Zaken.

De exploitatiekosten die gepaard gaan met deze extra investeringkosten zullen ook onmiddellijk en volledig worden gedekt door aanvullende staatsbijdragen zoals omschreven in artikel 24.»

Art. 8. In artikel 26 van hetzelfde beheerscontract, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 2005, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Het saldo van de jaarlijkse toelage voor 2004 van 6.250.000 euro zoals beslist door de Ministerraad van 5 april 2004, werd verminderd met een eerste schijf van 1.775.000 euro (cf. KB Toelage 2005) en met een volgende schijf van 1.122.000 euro (cf. KB Toelage 2006) en vervolgens met het overschot 2003 en 2004 van respectievelijk 230.000 euro en 600.000 euro. De overblijvende 2.523.000 euro wordt in mindering gebracht van het overschot van 2005, zijnde 7.163.000 euro bestemd voor hergebruik, met als resultaat dat het bedrag van de oorspronkelijk toegekende leningsmachtiging voor 7.900.000 euro wordt verminderd met 4.640.000 euro tot 3.260.000 euro. »

Art. 9. In artikel 27 van hetzelfde beheerscontract, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 2005, worden de woorden « ten bedrage van 70 % » ingevoegd tussen de woorden « Een eerste schijf » en de woorden « zal worden uitbetaald » en worden de woorden «,de overblijvende 30 %, » ingevoegd tussen de woorden « en een tweede schijf » en de woorden «zal worden uitbetaald ».

Art. 10. Artikel 37, laatste lid, van hetzelfde beheerscontract wordt aangevuld als volgt : «en voor wijzigingen betreffende de CAD na advies van het AstridCAD-overlegplatform ».

Art. 11. Na artikel 58 van hetzelfde beheerscontract wordt een hoofdstuk VIII ingevoegd dat de artikelen 58*bis* tot 58*quater* omvat, luidende :

« VIII. AstridCAD-overlegplatform 100-101-112

Artikel 58*bis* – Doelstelling

Er wordt een AstridCAD-overlegplatform 100-101-112 opgericht met als doel de toekomstige gebruikers te betrekken bij de organisatie en opvolging van de CAD systemen. A.S.T.R.I.D. blijft verantwoordelijk voor het technisch beheer zoals voorzien in artikel 13 ».

Artikel 58*ter* – Samenstelling

Het overlegplatform wordt samengesteld uit :

een gemandateerde vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

een gemandateerde vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken;

een gemandateerde vertegenwoordiger van de Federale Politie;

een gemandateerde vertegenwoordiger van het Agentschap 112;

een gemandateerde vertegenwoordiger van A.S.T.R.I.D.

Deze vertegenwoordigers kunnen zich laten bijstaan door experts.

Artikel 58*quater* – Taken en werking

Het overlegplatform duidt op zijn eerste zitting een voorzitter en een secretaris aan en bepaalt de werkingsregels.

De vertegenwoordiger van A.S.T.R.I.D. kan niet tot voorzitter worden gekozen. Het voorzitterschap dient jaarlijks alternerend te worden voorzien onder de overige vertegenwoordigers.

Le représentant d' A.S.T.R.I.D. sera chargé de l'organisation des réunions comme par exemple le secrétariat, les convocations et le support matériel.

La plate-forme de concertation définit de commun accord un plan annuel des modifications et extensions techniques nécessaires des dispatchings A.S.T.R.I.D. et de tous les systèmes dérivés sur base des besoins opérationnels constatés. Sur base de ce plan, la plate-forme de concertation définit le portefeuille des projets, leur planning d'implémentation ainsi que les moyens financiers nécessaires; elle fera également des propositions relatives à leur budgétisation.

En cas d'accord d'accord au sein de la plate-forme de concertation sur la façon dont les modifications doivent être réalisées, sur le planning des travaux prévus ou sur les budgétisations, le président en informe le Ministre de la Santé Publique, le Ministre de l'Intérieur et le président du conseil d'administration d'A.S.T.R.I.D.

La plate-forme de concertation fera rapport de ses activités au mois une fois par année au Ministre de la Santé publique, au Ministre de l'Intérieur et au président du conseil d'administration d'A.S.T.R.I.D. »

Voor de organisatie van de vergaderingen zoals secretariaat, de oproepingen en de materiële ondersteuning staat de vertegenwoordiger van A.S.T.R.I.D. in.

Het overlegplatform bepaalt in onderling overleg een jaarlijks plan van de noodzakelijke technische aanpassingen en uitbreidingen van de A.S.T.R.I.D. meldkamers en alle afgeleide systemen op basis van de vastgestelde operationele behoeften. Op basis van dit plan bepaalt het overlegplatform de portfolio van de projecten, hun implementatieplanning en de noodzakelijke financiële middelen en doet voorstellen over de budgettering ervan.

Indien binnen het overlegplatform geen overeenstemming kan worden bereikt over de wijze waarop de aanpassingen dienen te worden verricht, de planning van de voorziene werkzaamheden of de budgetvoorzieningen licht de voorzitter hierover de Minister van Volksgezondheid, de Minister van Binnenlandse Zaken en de voorzitter van de raad van bestuur van A.S.T.R.I.D. in.

Het overlegplatform zal minstens één maal per jaar over haar werkzaamheden aan de Minister van Volksgezondheid, de Minister van Binnenlandse Zaken en de voorzitter van de raad van bestuur van A.S.T.R.I.D. rapporteren. »

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 232

[S - C - 2007/00032]

9 JANVIER 2007. — Arrêté royal déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades du personnel administratif du Conseil d'Etat qui constituent un même degré de la hiérarchie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 3, alinéa 4, modifiée par les lois des 27 décembre 2004 et 4 avril 2006;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 2004 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades du personnel administratif du Conseil d'Etat qui constituent un même degré de la hiérarchie;

Vu l'arrêté royal du 13 octobre 2005 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades du personnel administratif du Conseil d'Etat qui constituent un même degré de la hiérarchie;

Vu la consultation des organisations syndicales, prescrite par l'article 54, alinéa 2, des lois précitées;

Vu l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique, donné le 29 juin 2006;

Vu l'avis n° 41.329/AG de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 3 octobre 2006;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. En vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, au personnel administratif du Conseil d'Etat, les divers grades qui constituent un même degré de la hiérarchie, sont déterminés comme suit :

1. SERVICE DE LA CONCORDANCE DES TEXTES

Troisième degré :

Premier attaché ou attaché ou premier conseiller linguistique ou conseiller linguistique

2. CELLULE INFORMATIQUE

Troisième degré :

Informaticien-expert ou informaticien

Sixième degré :

Chef programmeur ou programmeur

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 232

[S - C - 2007/00032]

9 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van het administratief personeel van de Raad van State, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 3, vierde lid, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2004 en 4 april 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 2004 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van het administratief personeel van de Raad van State, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 oktober 2005 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van het administratief personeel van de Raad van State, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen;

Gelet op de raadpleging van de syndicale organisaties, zoals voorgeschreven bij artikel 54, tweede lid, van de vorengenoemde wetten;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht van 29 juni 2006;

Gelet op het advies nr. 41.329/AV van de afdeling wetgeving van de Raad van State, gegeven op 3 oktober 2006;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, op het administratief personeel van de Raad van State, worden de verschillende graden die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen, vastgesteld als volgt :

1. DIENST OVEREENSTEMMING DER TEKSTEN

Derde trap :

Eerste attaché of attaché of eerste taaladviseur of taaladviseur

2. INFORMATICADEL

Derde trap :

Informaticus-deskundige of informaticus

Zesde trap :

Hoofdprogrammeur of programmeur